

PATENT ASSIGNMENT

Electronic Version v1.1
 Stylesheet Version v1.1

SUBMISSION TYPE:	NEW ASSIGNMENT
NATURE OF CONVEYANCE:	LICENSE
CONVEYING PARTY DATA	
Name	Execution Date
Jean BOURLY	07/26/2008
RECEIVING PARTY DATA	
Name:	LES MATALLIERS CHAMPENOIS, Societe Anonyme
Street Address:	11, rue des Letis ZA
City:	Bezannes
State/Country:	FRANCE
Postal Code:	51430
PROPERTY NUMBERS Total: 4	
Property Type	Number
Application Number:	10121451
Application Number:	10121450
Application Number:	10852297
Application Number:	10916867
CORRESPONDENCE DATA	
Fax Number:	(713)223-4873
<i>Correspondence will be sent via US Mail when the fax attempt is unsuccessful.</i>	
Phone:	713-224-8080 ext 210
Email:	kmcdaniel@egbertlawoffices.com
Correspondent Name:	Egbert Law Offices PLLC
Address Line 1:	412 Main St., 7th Floor
Address Line 2:	Attn: Kevin W. McDaniel
Address Line 4:	Houston, TEXAS 77002
ATTORNEY DOCKET NUMBER:	1418-105,106,143,145
NAME OF SUBMITTER:	Kevin W. McDaniel

OP \$160.00 10121451

500955089

PATENT
REEL: 023194 FRAME: 0682

Total Attachments: 18

source=1418-105plus License#page1.tif
source=1418-105plus License#page2.tif
source=1418-105plus License#page3.tif
source=1418-105plus License#page4.tif
source=1418-105plus License#page5.tif
source=1418-105plus License#page6.tif
source=1418-105plus License#page7.tif
source=1418-105plus License#page8.tif
source=1418-105plus License#page9.tif
source=1418-105plus License#page10.tif
source=1418-105plus License#page11.tif
source=1418-105plus License#page12.tif
source=1418-105plus License#page13.tif
source=1418-105plus License#page14.tif
source=1418-105plus License#page15.tif
source=1418-105plus License#page16.tif
source=1418-105plus License#page17.tif
source=1418-105plus License#page18.tif

CONTRAT DE LICENCE DE BREVETS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

COPIE

1) **Monsieur Jean BOURLY**
19, rue Gérusez
51100 REIMS

Ci-après dénommé le **Breveté**

d'une part

ET

2) la **Société LES METALLIERS CHAMPENOIS**
Société Anonyme
11, rue des Letis ZA
51430 BEZANNES

représentée par BOURLY Jean
dûment habilité à cet effet par

Ci-après dénommée **L.M.C.**

d'autre part

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Monsieur BOURLY a mis au point diverses techniques relatives aux profilés de menuiserie métallique, notamment en bronze mais non exclusivement, et en particulier :

- un agencement de profilés de menuiserie métallique assemblés chant contre chant, par leur extrémité, ledit agencement comprenant des moyens de fixation desdits profilés entre eux constitués d'une soudure reliant lesdits profilés au niveau de leur jonction, la soudure étant située dans le volume interne des profilés;
- un profilé de menuiserie métallique, notamment pour cadres et/ou de châssis de fenêtre, portes vitrées et/ou analogues, présentant, localement ou non, une épaisseur de matière permettant la réalisation de moulures par travail de ladite matière.

Pour protéger ses inventions, Monsieur BOURLY a procédé au dépôt de différentes demandes de brevet, en France, sur le plan européen, au Canada et aux Etats-Unis, dont les numéros de dépôt et date sont listés ci-dessous :

- France :

- FR 01/05.302 du 19.04.2001
- FR 01/05.306 du 19.04.2001

- Europe :

- EP 02 370 015.6 du 17.04.2002
- EP 02 370 014.9 du 17.04.2002

- Canada :

- CA N° 2.382.373 du 16.04.2002
- CA N° 2.382.375 du 16.04.2002

- Etats-Unis :

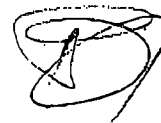
- US 10/121,451 du 12.04.2002 & CIP 10/852,297 du 24.05.2004
- US 10/121,450 du 12.04.2002 & CIP 10/916,867 du 12.08.2004

ci-après dénommés les Brevets.

Depuis lors, les procédures d'instruction française et canadienne sont terminées et les titres ont été délivrés sous les numéros FR 2.823.787, FR 2.823.788, CA 2.382.373 et CA 2.382.375. Les procédures européennes et américaines sont, à ce jour, pendantes.

La Société L.M.C. a pour activité la fabrication et l'installation de menuiserie en bronze dans le domaine de la construction et du bâtiment.

Dans ce cadre, la Société L.M.C. est intéressée par l'exploitation des Brevets, et les parties ont souhaité définir par le présent contrat les conditions et modalités de la licence d'exploitation.



C'EST AINSI QU'IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Le breveté concède à L.M.C., qui l'accepte, une licence d'exploitation des Brevets ci-dessus référencés.

Cette licence d'exploitation est exclusive pour ce qui concerne le domaine des menuiseries en bronze. Par licence exclusive, il est entendu que le Breveté ne concèdera pas d'autre licence d'exploitation pour des menuiseries en bronze.

Autrement dit, L.M.C. sera seule à exploiter les Brevets de Monsieur BOURLY pour les menuiseries en bronze, mais ce dernier pourra concéder d'autres licences pour les menuiseries métalliques autres que le bronze.

En outre, l'exclusivité conférée à la Société L.M.C. s'oppose à ce que le Breveté exploite lui-même son brevet dans le domaine des menuiseries en bronze. Autrement dit, le Breveté ne pourra pas exploiter ses Brevets dans les pays où ils sont protégés en concurrence avec la licenciée, pendant l'exécution du présent contrat, pour une application aux menuiseries en bronze.

L.M.C. pourra concéder des sous-licences d'exploitation à des Tiers, dans le domaine des menuiseries en bronze, après avoir recueilli l'accord du breveté. L.M.C. s'engage vis-à-vis du Breveté à faire respecter aux sous-licenciés les obligations du présent contrat.

ARTICLE 2 : TERRITOIRE

Le territoire de la présente licence s'étend à la France, ainsi qu'aux pays étrangers dans lesquels une protection par Brevets a été demandée.

En conséquence, L.M.C. est autorisée en France, et dans lesdits pays étrangers, à exploiter les Brevets, c'est-à-dire directement ou indirectement, à fabriquer et à commercialiser des menuiseries en bronze, objet des Brevets précités.

ARTICLE 3 : GARANTIES

Le Breveté déclare qu'à sa connaissance aucun droit antérieur de propriété industrielle n'est susceptible de couvrir, en tout ou partie, les techniques qui font l'objet du présent contrat, et notamment décrites dans les Brevets précités.

Toutefois, le Breveté ne donne aucune garantie quant à la validité des Brevets, mais cependant, le Breveté garantit l'existence matérielle des Brevets.

En outre, le Breveté garantit qu'aucun autre contrat de licence éventuellement conclu par lui, directement ou indirectement, pour le territoire défini à l'article 2, dans le domaine des menuiseries en bronze, n'est au jour de la signature des présentes en vigueur.



ARTICLE 4 : ASSISTANCE TECHNIQUE ET PERFECTIONNEMENT

Monsieur BOURLY déclare que les Brevets, lorsqu'ils sont exploités conformément à ses instructions, conviennent à la fabrication de menuiserie, notamment en bronze, pour le domaine de la construction et du bâtiment.

A cet égard, Monsieur BOURLY, directement ou indirectement, tient un registre dans lequel sont répertoriés les différents profils de menuiserie, aptes à être mis en œuvre selon les Brevets. Ce sont ces profils qui font l'objet de la présente licence.

Au fur et à mesure du temps, seront inscrites sur ledit registre, et visées par Monsieur BOURLY, les variantes de forme de profil, selon les Brevets, que L.M.C. pourra exploiter.

En outre, le Breveté apportera, le cas échéant, à L.M.C. une assistance suffisante de façon à ce que L.M.C. puisse mettre en œuvre les Brevets. Ladite assistance sera prévue pendant toute la durée du présent contrat, et ses modalités financières seront convenues au cas par cas ;

En outre, les frais de transport, de déplacement et de séjour du Breveté engendrés dans le cadre de cette assistance technique, seront à la charge de L.M.C., sous réserve d'accord préalable de L.M.C. avant les travaux.

Cette assistance comprendra notamment :

- la fourniture de conseils et de services, qu'ils soient oraux ou écrits, ou d'échantillons, manuels, modèles, plans et autres documents,
- la fourniture d'assistance technique et commerciale et la participation au développement de stratégies et de projets à long terme,
- la fourniture à L.M.C. de toute assistance nécessaire, y compris la mise en contact avec toute partie qui pourrait présenter un intérêt pour L.M.C.,
- de façon générale, l'assistance technique dans tout domaine opérationnel si nécessaire,
- l'évaluation avec L.M.C. de toute nouvelle opportunité concernant le marché des menuiseries, qui pourrait présenter un intérêt pour L.M.C., et la mise en œuvre de ses projets, tels que notamment création de nouvelles entités juridiques, mise au point de nouveaux produits.

ARTICLE 5 : DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat prend effet à la signature des présentes et se poursuivra pendant toute la durée de validité des Brevets.



ARTICLE 6 : POURSUITE EN CONTREFAÇON CONTRE DES TIERS

L.M.C. devra dès qu'elle en aura connaissance, informer le Breveté de toute contrefaçon ou menace de contrefaçon des Brevets.

Conformément aux dispositions légales, l'action en contrefaçon est exercée par le Breveté. Toutefois, L.M.C. pourra exercer l'action en contrefaçon seule ou conjointement avec le Breveté. En outre, L.M.C. sera recevable à intervenir dans l'instance en contrefaçon engagée par le Breveté afin d'obtenir la réparation du préjudice qui lui est propre.

Aussi, L.M.C. aura tous pouvoirs pour décider si une action en justice doit être intentée. Néanmoins, le Breveté devra être informé et donner son accord avant toute action en justice.

Si L.M.C. décide de prendre des mesures seule, le Breveté devra signer, exécuter, établir et participer à l'assignation, l'exécution et l'établissement de toutes pièces juridiques et documents concernant l'action en justice, et dont L.M.C. pourrait avoir besoin.

Tous les honoraires, charges et dépenses qui découleraient de cette action à l'initiative de L.M.C. seule seront supportés intégralement par L.M.C., de même que toutes les sommes recouvrées à la suite de cette action seront le profit de L.M.C.

Au cas où des poursuites seraient engagées, L.M.C. accepte de tenir informé le Breveté du déroulement du procès et des incidents de procédure, et notamment des motifs opposés aux Brevets par le contrefacteur poursuivi.

ARTICLE 7 : POURSUITE EN CONTREFAÇON PAR LES TIERS

Au cas où une action en contrefaçon serait exercée contre L.M.C. en raison des produits, objet du présent contrat, le Breveté supporterait les frais du litige ainsi que le montant des condamnations pécuniaires qui pourraient être prononcées à son encontre. L.M.C. fera tout son possible pour assister le Breveté dans sa défense.

L.M.C. devra se conformer aux décisions de toute Cour de Justice dans le territoire des présentes et ne pourra réclamer au Breveté aucune indemnité pour quelle que cause que ce soit.

De même, au cas où la nullité d'un ou plusieurs desdits Brevets serait ultérieurement obtenue par un Tiers, L.M.C. s'interdit toute action en restitution des sommes déjà versées ou en dommages et intérêts contre le Breveté.

ARTICLE 8 - REDEVANCES - COMPTABILITE

En contrepartie de l'acceptation par le Breveté d'accorder à L.M.C. la présente licence, et eu égard aux avantages et bénéfices qui en dérivent, L.M.C. prendra en charge, à compter de la signature du présent contrat, les frais de dépôt des Brevets, les frais



d'instruction et de procédure, les frais de maintien en vigueur, ainsi que tous frais, taxes, impôts ou charges de toute nature y afférents.

En outre, L.M.C. versera au Breveté une redevance hors taxes de 2% (deux pour cent) sur le chiffre d'affaires hors taxes réalisé par elle, relatif aux menuiseries en bronze, objet des présentes, que les ventes interviennent en France ou à l'étranger.

Par ailleurs, une redevance forfaitaire minimum de 12.000 € HT (douze mille euros hors taxes) sera versée par année calendaire complète. Ce montant sera calculé au prorata du nombre de mois en cas d'année incomplète. Les montants à verser seront réajustés deux fois par an sur la base des arrêtes comptables de fin juin et fin décembre de chaque année.

L.M.C. devra tenir une comptabilité exacte et complète des ventes des produits commercialisés, objet du présent contrat, afin de pouvoir apprécier le calcul de redevances, et devra permettre au Breveté et/ou à ses représentants et employés dûment autorisés, d'effectuer à tout moment raisonnable, et au maximum une fois par an, l'inspection de ses livres et comptes et en prendre copie de tout ou partie.

L.M.C. devra, au cours de la durée du présent contrat, et au plus tard aux dates et anniversaires suivants : 15 Janvier, 15 Avril, 15 Juillet, et 15 Octobre de chaque année, remettre au Breveté une déclaration des faits contenant toutes les quantités de produits vendus par elle au cours de la période trimestrielle précédente, cette déclaration devra être accompagnée du versement des redevances, en euros, convenues précédemment.

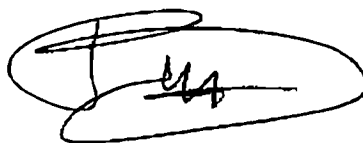
En cas de cessation d'exécution du présent contrat, au plus tard avant le quinzième jour du mois suivant celui pendant lequel le contrat aura pris fin, L.M.C. remettra également une déclaration des faits telle que précitée, qui sera accompagnée du versement des redevances correspondant au prorata temporis.

ARTICLE 9 : PERFECTIONNEMENTS - IMAGE DE MARQUE

Pendant la durée du présent contrat, les parties se tiendront mutuellement informées des résultats de leurs recherches éventuelles tendant à améliorer les inventions, objet des Brevets sous licence.

On appellera « Perfectionnements » au sens du présent contrat, toute amélioration, brevetable ou non, apportée par l'une ou l'autre des parties aux Brevets, et juridiquement dépendante de tout ou partie de ceux-ci, c'est-à-dire ne pouvant être exploitée sans que se pose un problème sérieux de contrefaçon de l'une ou l'autre des revendications des Brevets.

Tout Perfectionnement, au sens de l'alinéa précédent, apporté par l'une ou l'autre des parties, au cours de l'exécution du présent contrat, fera l'objet le cas échéant, du dépôt d'une ou plusieurs demandes de brevet, au seul nom du Breveté, à ses frais, et ce s'il le souhaite.



Lesdits Perfectionnements, ci-dessus définis, entreront de plein droit dans le champ d'application du présent contrat, sans modification des conditions financières.

Bien que le présent contrat n'implique aucune restriction quelconque à la liberté de L.M.C. dans la direction et l'exploitation de son entreprise, qui sera entièrement sous sa responsabilité, à ses seuls avantages et risques, et dont elle restera seul juge, il est néanmoins expressément convenu que L.M.C. s'engage à maintenir une image de qualité attachée aux menuiseries en bronze, objet du présent contrat, et à respecter les conditions d'exploitation définies par le Breveté.

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE

Chaque partie convient de garder secrète et confidentielle toute information obtenue de l'autre partie afin de respecter les droits de propriété de cette autre partie.

Chaque partie convient également d'utiliser toute information exclusivement dans le cadre de la présente licence et ne la divulguer qu'à ceux de ses employés et éventuellement sous-licenciés auxquels cette divulgation est raisonnablement nécessaire et uniquement dans la mesure du nécessaire.

Ne sont pas considérées comme informations confidentielles, celles pour lesquelles la Société L.M.C. apporterait la preuve écrite :

- qu'elles appartenaient au domaine public antérieurement à leur communication,
- qu'elles étaient en sa possession avant qu'elles ne lui soient transmises par le Breveté,
- qu'elles étaient licitement acquises d'un tiers sans engagement de secret,
- qu'elles étaient tombées dans le domaine public postérieurement à la signature du présent accord, et ce sans violation des termes de l'accord.

Toutefois, ces exceptions ne s'appliquent pas si une combinaison et/ou une application de ces éléments présente un caractère confidentiel.

Nonobstant les dispositions précédentes, les parties ainsi que les sous-licenciés éventuels, seront autorisées à divulguer des informations de l'autre partie à des tiers, clients ou administrations dans la mesure où cette divulgation est raisonnablement nécessaire pour promouvoir la vente, l'utilisation, ou pour permettre un agrément du produit.

Chaque partie veillera à ce que tous ses employés, fournisseurs et sous-licenciés éventuels, qui ont accès à des informations de l'autre partie, auxquels les obligations de confidentialité s'appliquent, aient connaissance de ces obligations et y soient soumis.



ARTICLE 11 - RESILIATION

Le présent contrat pourra être résilié si l'une des parties commet une violation quelconque des obligations qu'elle s'est engagée à respecter, et à observer, aux termes du présent contrat, ou si elle ne réussit pas à y remédier dans les quinze jours qui suivront la mise en demeure, à elle adressée par lettre recommandée avec accusé de réception.

En outre, le présent contrat pourra être résilié par Monsieur BOURLY dans les cas et sous les conditions suivantes :

- si les redevances ou toute somme mentionnée au présent contrat qu'il a été convenu de verser, n'ont pas été payées et sont restées impayées pendant une période de trente jours après la mise en demeure, à elle adressée par le Breveté par lettre recommandée avec accusé de réception,
- si L.M.C. devient insolvable ou procède à une cession de biens au bénéfice de ses créanciers,
- si L.M.C. est pourvue d'un Administrateur judiciaire pour contrôler ses propriétés et ses biens,
- si L.M.C. met en vente des produits dans de mauvaises conditions et ne respecte pas notamment l'image de marque évoquée ci-dessus, et si elle n'y a pas remédié malgré les conseils et mises en demeure du Breveté par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans tous ces cas, le présent contrat sera résilié après notification à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois après la première mise en demeure.

ARTICLE 12 - FRAIS DU PRESENT CONTRAT

Les frais engendrés par le présent contrat et tous les frais de taxes d'enregistrement, d'inscription sur le Registre National des Brevets inhérents au présent contrat, ou charges gouvernementales de toute nature, seront à la charge de L.M.C.

ARTICLE 13 - DIVERS

Dans le cas où une clause du présent contrat serait ou deviendrait contraire à des dispositions d'ordre public ou de ce genre, elle sera réputée nulle ou non avenue, cependant les autres clauses du contrat resteront normalement applicables.

Les droits et obligations contenus dans le présent contrat s'appliquent également aux successeurs des deux parties.



Le présent contrat est conclu par Monsieur BOURLY en considération de la Société L.M.C., c'est pourquoi ce contrat ne pourra être ni transmis, ni cédé, ni administré par un tiers.

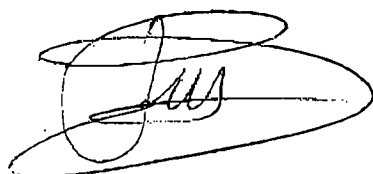
Le présent contrat sera interprété selon la loi française. La langue officielle du présent contrat est le français et fait foi en cas de traduction.

Pour tout litige ou différend, pouvant survenir de l'application de ce contrat, l'attribution de compétence exclusive est donnée au Tribunal de Grande Instance de Paris. En cas de litige entre les parties, il a été convenu d'abord de rechercher une solution amiable.

Fait en six exemplaires, dont un pour chaque partie, et un pour les inscriptions sur les Registres des Brevets correspondants.

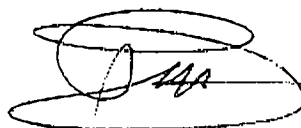
Fait à BEZANNES
Le 26 juillet 2008

LES MÉTALLIERS CHAMPENOIS
11, rue des Latis - 51430 BEZANNES
Tél. 03 26 36 21 33 - Fax 03 26 36 22 15
Pour la Société L.M.C.



Fait à BEZANNES
Le 26 juillet 2008

Pour Monsieur BOURLY



PATENT LICENSE AGREEMENT

BETWEEN THE UNDERSIGNED:

- 1) Mr. Jean BOURLY
19, rue Gérusez
51100 REIMS

Hereinafter referred to as Patentee

on the one hand,

AND

- 2) The Company LES METALLIERS CHAMPENOIS
Société Anonyme
11, rue des Letis ZA
51430 BEZANNES

represented by BOURLY JEAN
duly authorized for this purpose by ...

Hereinafter referred to as L.M.C.

on the other hand,

THE FOLLOWING HAS PREVIOUSLY BEEN SET FORTH :

Mr. BOURLY developed various techniques relating to metal-joinery profiles, viz. made of bronze, but not exclusively, and in particular:

- an arrangement of metal-joinery profiles assembled edge-to-edge, by their end, said arrangement comprising means for fastening said profiles to each other formed of a welding seam connecting said profiles at the level of their union, the welding seam being located within the internal volume of the profiles;
- a metal-joinery profile, viz. for frames and/or window frames, glazed-door frames and/or the like, having, whether locally or not, a thickness of material allowing making trims through working said material.

In order to protect his inventions, Mr. BOURLY proceeded to filing various patent applications, in France, at European level, in Canada and in the United States, the filing numbers and dates are listed below:

- France:
 - FR 01/05,302 of 19.04.2001
 - FR 01/05,306 of 19.04.2001
- Europe:
 - EP 02 370 015.6 of 17.04.2002
 - EP 02 370 014.9 of 17.04.2002
- Canada:
 - CA No. 2,382,373 of 16.04.2002
 - CA No. 2,382,375 of 16.04.2002
- United States:
 - US 10/121 451 of 12.04.2002 & CIP 10/852,297 of 24.05.2004
 - US 10/121,450 of 12.04.2002 & CIP 10/916,867 of 12.08.2004

hereinafter referred to as the Patents.

Since then, the French and Canadian inquiry procedures are concluded and the titles have been issued under the numbers FR 2,823,787, FR 2,823,788, CA 2,382,373 and CA 2,382,375. The European and American procedures are still pending.

The activity of the Company L.M.C. is the manufacture and installation of bronze joinery in the field of the construction and building.

Within this framework, the Company L.M.C. is interested in using the Patents, and the parties wished to define by this agreement the terms and conditions of the operation license.

THE FOLLOWING WAS THEREFORE AGREED UPON:

CLAUSE 1 : OBJECT

The patentee grants to L.M.C., which accepts, a license for using the above-mentioned Patents.

This operation license is exclusive as regards the field of the bronze joineries. Under exclusive license it is understood that the Patentee will not grant any other operation license for bronze joineries.

In other words, only L.M.C. will use Mr. BOURLY's licenses for bronze joineries, but the latter is allowed to grant further licenses for metal joineries other than bronze joineries.

Moreover, the exclusiveness granted to the Company L.M.C. impedes the Patentee from using himself his patent in the field of the bronze joineries. In other words, the Patentee may not use his Patents in those countries in which they are protected concurrently with the licensee, during the carrying out of the present agreement, for an application to the bronze joineries.

L.M.C. may grant operation sublicenses to third parties, in the field of the bronze joineries, after having obtained authorization from the Patentee. L.M.C. undertakes with the Patentee to have the obligations deriving from the present agreement complied with by the sub-licensees.

CLAUSE 2: TERRITORY

The territory of the present license extends to France, as well as to the foreign countries in which a protection by Patents was requested.

L.M.C. is therefore authorized in France, and in those foreign countries, to use the Patents, i.e. to directly or indirectly manufacture and commercialize bronze joineries, object of the above-mentioned Patents.

CLAUSE 3: WARRANTIES

The Patentee declares that, to his knowledge, no prior industrial property right is likely to cover, in whole or in part, the techniques that are object of the present agreement, and viz. disclosed in the above-mentioned Patents.

The Patentee however provides no warranty as to the validity of the Patents, the Patentee nonetheless guarantees the material existence of the Patents.

In addition, the Patentee guarantees that no further license agreement eventually entered into by himself, directly or indirectly, for the territory defined in Clause 2, in the field of the bronze joineries, is in force as on the date of execution of the present agreement.

CLAUSE 4 : TECHNICAL ASSISTANCE AND IMPROVEMENT

Mr. BOURLY declares that the Patents, when they are used according to his instructions, are suited for manufacturing joinery, viz. bronze joinery, for the field of the construction and building.

To this end, Mr. BOURLY keeps, directly or indirectly, a register in which the various joinery profiles capable of being implemented according to the Patents are indexed. These profiles are the object of the present license.

The variants of profile shapes according to the Patents, which L.M.C. may use will progressively be entered into said register and certified by Mr. BOURLY.

In addition, should the case arise, the Patentee will provide L.M.C. with sufficient assistance for L.M.C. to be able to implement the Patents. Said assistance will be provided during the full term of the present agreement, and its financial modalities will be agreed upon case by case.

In addition, the Patentee's transport, travel and hotel expenses incurred within the framework of this technical assistance will be borne by L.M.C., upon previous authorization by L.M.C. before the works are carried out.

This assistance will viz. include:

- providing advice and services, whether verbal or in writing, or samples, manuals, models, drawings and other documents,
- providing technical and commercial assistance and participating in the development of long-term strategies and projects,
- providing L.M.C. with any necessary assistance, inclusive bringing in touch with any party, which could be interesting for L.M.C.,
- generally, the technical assistance in any operational field, if necessary,
- the evaluation with L.M.C. of any new opportunity regarding the market of the joineries, which could be interesting for L.M.C., and the implementation of its projects, such as viz. creating new legal entities, development of new products.

CLAUSE 5: DURATION OF THE AGREEMENT

The present agreement enters into force on the date of its execution and will remain in force during the entire period of validity of the Patents.

CLAUSE 6 : ACTIONS FOR INFRINGEMENT AGAINST THIRD PARTIES

L.M.C. shall, as soon as it has knowledge of same, inform the Patentee of any infringement or threat of infringement of the Patents.

According to the legal provisions, the action will be initiated by the Patentee. L.M.C. may however initiate the action for infringement either alone or jointly with the Patentee. In addition, L.M.C. will be allowed to intervene in the

procedure for infringement initiated by the Patentee, for obtaining compensation for its own damages.

Therefore, L.M.C. will have all powers to decide whether a legal action should be initiated. The Patentee should nevertheless be informed and confirm his authorization before any legal action.

If L.M.C. decides to take measures alone, the Patentee shall sign, implement, prepare and take part in the serving, the implementation and the preparation of all the legal writs and documents relating to the legal action L.M.C. could need.

All fees, costs and expenses resulting from this action taken at the initiative of L.M.C. alone will be fully borne by L.M.C., as well as all the sums recovered further to this action will be for L.M.C.

In the event actions are initiated, L.M.C. accepts to keep the Patentee informed of the conduct of the proceedings and the procedural issues, and viz. of the grounds opposed to the Patents by the infringer sued.

CLAUSE 7 : ACTIONS FOR INFRINGEMENT BY THIRD PARTIES

In the event an action for infringement would be initiated against L.M.C. in relation to the products object of the present agreement, the Patentee would bear the expenses of the dispute as well as the amount of the pecuniary convictions that could be passed against same. L.M.C. shall do its best to assist the Patentee in his defense.

L.M.C. shall comply with the decisions taken by any Court within the territory of this Agreement and shall not be entitled to claim from the Patentee any compensation for any reason whatsoever.

Likewise, in the event the invalidity of one or several of said Patents would be obtained by a Third Party, L.M.C. would refrain from any action for restitution of the sums already paid or for damages against the Patentee.

CLAUSE 8 : FEES - ACCOUNTANCY

As a counterpart for the Patentee's acceptance to grant to L.M.C. the present license, and taking into consideration the advantages and benefits deriving from same, L.M.C. will assume, as from the day of execution of the present agreement, the expenses related to the filing of the Patents, the expenses for instructions and procedures, the expenses for maintaining them in force, as well as all expenses, fees, taxes or costs of any kind relating to same.

In addition, L.M.C. shall pay to the Patentee a 2% (two percent) fee, taxes not included, on the turnover, taxes not included, it makes in relation to the bronze joineries object of the present agreement, irrespective of the sales being concluded in France or abroad.

Furthermore, a global minimum fee of 12.000 € (twelve thousand euros), taxes not included, will be paid per full calendar year. This amount will be calculated proportionally to the number of months in the case of an incomplete year. The sums to be paid will be re-adjusted twice a year based on the accountancy statements at the end of June and the end of December of each year.

L.M.C. shall keep an accurate and full accountancy of the sales of the commercialized products object of the present agreement, in order to be able to evaluate the calculation of the fees, and shall allow the Patentee and/or his duly authorized representatives and employees to conduct at any reasonable time, and at most once a year, the inspection of its books and accounts and to take a copy of the whole or part of them.

L.M.C. shall, during the term of the present agreement, and at latest on the following anniversary dates: 15th January, 15th April, 15th July, and 15th October of each year, provide the Patentee with a statement of the facts containing all the quantities of products it sold during the preceding quarterly period, this statement shall be accompanied by the payment of the fees, in euros, previously agreed upon.

In case of termination of the present agreement, at latest before the fifteenth day of the month following the one during which the agreement was terminated, L.M.C. will also provide a statement of the facts as above, which will be accompanied by the payment of the fees corresponding to the time elapsed.

CLAUSE 9 : IMPROVEMENTS - GOODWILL

During the term of the present agreement, the parties will keep each other informed of the results of their eventual investigations aimed at improving the inventions object of the licensed Patents.

By « Improvements » in the meaning of the present agreement will be understood any improvement, whether patentable or not, made to the Patents by either one of the parties, and legally depending on the whole or part of the latter, i.e. which can be used without there being any serious problem of infringement of any of the claims of the Patents.

Any Improvement, in the meaning of the preceding paragraph, made by either one of the parties during the carrying out of the present agreement will be object, should the case arise, of a filing of one or several patent application, only in the name of the Patentee, at his expenses, should he wish so.

Said Improvements, as defined above, shall automatically be included within the field of application of the present agreement, without any modification of the financial terms and conditions.

Although the present agreement does not imply any restriction whatsoever of L.M.C.'s freedom of management and running of its business, which will be under its entire responsibility, at its sole benefits and risks, and for which it remains the only judge, it is nevertheless expressly agreed upon that L.M.C. undertakes to maintain a quality image as regards the bronze joineries object of

the present agreement, and to comply with the operation conditions defined by the Patentee.

CLAUSE 10 - CONFIDENTIALITY

Each party agrees to maintain secret and in confidence any information obtained from the other party, in order to maintain the property rights of this other party.

Each party also agrees to use any information exclusively within the framework of the present license and to disclose it only to those among its employees and eventually sub-licensees to whom this disclosure is reasonably necessary and only insofar as necessary.

Will not be considered as confidential information : the information for which the Company L.M.C. would provide evidence in writing :

- that they belonged to the public domain before their communication,
- that they were in its possession before they were transmitted to same by the Patentee,
- that they were lawfully acquired from a third party without any undertaking to keep it secret,
- that they fell into the public domain after the execution of the present agreement without breach of the terms and condition of the agreement.

These exceptions do however not apply when a combination and/or an application of these elements is of a confidential nature.

Notwithstanding the preceding provisions, the parties as well as the eventual sub-licensees will be authorized to disclose information from the other party to third parties, customers or administrations insofar as this disclosure is reasonably necessary to promote the sale, the use, or to allow an approval of the product.

Each party will take care that all its employees, suppliers and eventual sub-licensees, who will have access to information from the other party to which the obligations of confidentiality apply have knowledge of these obligations and be subjected to them.

CLAUSE 11 - TERMINATION

The present agreement may be terminated if one of the parties commits any breach whatsoever of the obligations it undertook to fulfill, and to comply with, according to the terms and conditions of the present agreement, or if it fails to remedy within fifteen days following the summons sent to it by registered letter with acknowledgement of receipt.

Moreover, the present agreement may be terminated by Mr. BOURLY in the following cases and in the following terms and conditions :

- if the fees or any sum mentioned in the present agreement, the payment of which has been agreed upon, have not been paid and have remained unpaid during a thirty days' period following the summons sent by the Patentee by registered letter with acknowledgement of receipt,
- if L.M.C. becomes insolvent or proceeds to a cession of property to its creditors,
- if an official receiver is appointed to control L.M.C.'s properties and assets,
- if L.M.C. offers for sale products in bad conditions and viz. does not maintain the above-mentioned image, and if no remedy is brought to it despite the Patentee's advice and summons by registered letter with acknowledgement of receipt.

In all these cases, the present agreement will be terminated after notification to the other party by registered letter with acknowledgement of receipt within a one month's period after the first summons.

CLAUSE 12 – EXPENSES OF THE PRESENT AGREEMENT

The expenses generated by the present agreement and all fees for registration, inscription in the National Patent Register deriving from the present agreement, or governmental taxes of any kind will be borne by L.M.C.

CLAUSE 13 - MISCELLANEOUS

In the event a clause of the present agreement would be or become in contradiction with provisions of public policy or the like, it would be considered void, however, the other clauses of the agreement will remain normally applicable.

The rights and obligations contained in the present agreement will also apply to the successors of both parties.

The present agreement is entered into by Mr. BOURLY in consideration for the Company L.M.C., wherefore this agreement may be neither transmitted, nor transferred, nor controlled by a third party.

The present agreement will be interpreted according to the French laws. The official language of the present agreement is the French language, which shall be the controlling language in case of translation.

For any litigation or dispute that may arise regarding the application of this agreement, the Paris Court of First Instance will have sole competence. In the event of a dispute between the parties, it was agreed upon to first try to find an

amicable solution.

Prepared in six copies, one for each party, and one for the inscriptions in the corresponding Patent Registers.

Prepared in BEZANNES
On 26th July, 2008

Prepared in BEZANNES
On 26th July, 2008

LES METALLIERS CHAMPENOIS

(signed)

For Mr. BOURLY

(signed)